

<sup>391</sup>  
**BON ADVIS**

ET NECESSAIRE RE-

MONSTRANCES, POVR

le foulagement des pau-  
ures du tiers Estat.



M. D. LXXXVIII.

21 VIA MOE  
Cassell

F

39

-326

1558 bon

THE NEWBERRY  
LIBRARY



*BON ADVIS ET NECESSAI-  
re remonſtrances, pour le ſoulagement des  
pauvres du tiers Eſtat.*

**L**E pauvre peuple eſt indubitable-  
ment chargé de payer les tailles,  
creuës, ſubſides & impoſts, qui  
ſe leuent pour ſoldoyer les gens  
de guerre, qui eſtoient d'ancienneté leuez  
ſus, pour reſiſter à l'ennemy eſtranger, mais  
depuis le decez du feu Roy Henry ſecond  
de ce nom, qui auoit peu auparauant paci-  
fié generally avec tous les ennemis  
de ce Royaume les heretiques ſectateurs  
des opinions de Luther & Caluin, ſ'eſtant  
ſecretement liguez (& en ce faiſant ſeparez  
de l'obeiſſance du Roy, comme ils eſtoient  
de l'Egliſe Catholique) auroient amasſé  
grandes armes, & deniers, puis ſe feroient  
eſleuez & fuſcité guerre intestine en ce-  
dict Royaume ſurprenans Bourgs, Villa-  
ges, Villes, & Pays, ſoubz pretexte de vou-  
loir viure en l'exercice de ſes nouvelles opi-  
nions, qu'ils couurent du nom de liberté de  
conſcience, tellement que pour leur reſi-  
ſter & ſe deffendre de leurs ſurpriſes, meſ-

4

mes des incursions de leurs soldats & estrangers qu'ils auoient faict venir pour cuider enuahir l'estat, & abolir la religion Catholique Apostolique & Romaine, l'on a esté contrainct, non seulement de continuer lesdictes tailles & autres Imposts, ains d'en introduire & leuer de tous nouveaux, en sorte que ce pauvre peuple a esté merueilleusement trauaillé & surchargé durât trente ans ou environ, que ceste peste d'heresie a esté en quelque regne & vigueur.

Et d'autant qu'il est à craindre que pour la punition de noz pechez, l'extirpation ne soit de l'og temps faicte desdicts heretiques & sectateurs desdites opinions, de Luther. Calvin, Beze & leurs alliez. Ce pauvre peuple a besoin d'estre soulagé desdictes tailles & creuës, lesquelles estans conceuës sous diuerses qualitez, seroient en fin cause de les accabler, s'il ne plaist au Roy y pouruoir, sur les articles qui ensuiuent.

Premierement à cause que toutes les creuës qui se leuent outre la grande taille, se doiuent, taxer & esgaller sur chacun particulier, à l'equippollét de la somme, à quoy il est imposé, pour ladiete grande taille, il aduient quelque fois que lesdictes creuës estās extraordinaires, comme gaiges d'of-



ficiers, extinction d'iceux, refection de pôts, solde d'aucuns Capitaines, Pionniers & cheuaux d'artilleries, munitions, estappes & diuerfes autres choses que l'on faict leuer par commissions de sa Majesté, & mandement des Tresoriers de France, ou commissions des esleuz. Il aduient qu'en faisant le departement sur les paroisses de chacune election, l'on trouue plusieurs petits & pauvres Villages, dont la cotte ne se monte qu'à vn escu, deux ou trois escuz, voire quelque fois moindre somme, ausquels lesdicts esleuz, ne laissent de mander qu'on leue autant de fraiz pour leur salaire, qu'ils en prennent des grosses paroisses. En quoy il n'y a, sous correction, point d'apparence, moins encôres de faire roolle & assiettes particuliere, si ce n'est pour croistre la somme ou salaire du Greffier des Tailles, pour le bois & chandelle, port des Commissions, & droicts de signer lesdicts roolles, ce qui reuiert manifestement à la charge & foule du pauvre peuple. Pour à quoy obuier, il plaise au Roy ordonner, que des Creuës, Tailles & Impôts extraordinaires, qui se leueront d'oresnauât par forme de Taille, sur les contribuables. Il ne se fera aucuns Roolles ne assiettes

par les Greffiers desdictes tailles, ne autres, si ce n'est que la cote limitée par lesdicts Esleuz en leur commission, ne soit pour le moins d'un quart de ladicte grande taille. Toutesfois soit mandé ausdicts Marguilliers de faire payer & avancer promptement le contenu en ladicte commission, par douze, quinze ou vingt des plus riches, & aysez de ladicte paroisse, laquelle somme leur sera renduë ou defalquée à la premiere assiette qui se fera, laquelle neantmoins ne puisse estre faicte, sinon qu'il y ait eu, deux, trois, ou plusieurs Creuës, reuenans ensemble audict quart. Auquel cas, & non autrement les asseurs en feront vne seule taxe, & le Greffier des tailles vn seul roolle, ou pourront estre couchez vn seul salaire, pour signer par lesdicts Esleuz ledict roolle, & pour celuy qui l'apportera signer, avec le droit dudit Greffier, sans y adiouster ne comprendre autres fraiz que ce qui aura esté payé, & faudra pour les quittances du receueur, suivant les anciènes ordōnances

Que sur les oppositions des Tailles, lesdicts Esleuz voident les differents sommairement, sans appointer les parties à escrire & produire par deuers eux, si ce n'est que pour la vuidange de l'instance, ils

se veulent contenter d'un petit salaire, qui soit beaucoup moindre que la somme, qui sera diminuée à l'opposât. Car le plus souvent, ils n'adiugent pas à un escu ou deux de diminution, & ne laissent d'en taxer, & prendre autant ou davantage d'espices.

Que toutes sentences coustumaces portant provision pour le faict des tailles, aydes, & subsides, lesdicts Esleuz ne puissent prédre & taxer que quatre sols parisis pour les espices. D'autant qu'il n'y a non plus de peine & vacation d'adiuger vne provision pour vingt escus, que vingt sols. Et ne souloit-on d'ancienneté prendre que vingts deniers parisis d'espices, de ce que l'on prend à present vingr sols, qui reuient à la foule du pauvre, qui est contrainct refonder les despens desdictes coustumaces, comme preiudiciaux.

C'est encores vne grande charge aufdicts opposans & pauvre peuple d'estre contraincts de prédre commissions du Greffe, pour faire adiourner les Procureurs des habitans de leurs paroisses, pour aduouer ou desauouer l'affiette de la taille, pource qu'au lieu que d'ancienneté ladicte commission ne coustoit que douze deniers, il en faut à present payer cinq sols ou enuiró,

a ſçauoir ſix blâcs au Greffier, trois blâcs à ſō cōmis, & douze deniers au ſeilleur lequel Eſtat de ſeilleur eſt pource regard inutil, Pareillement celuy de Greffier des preſentations eſdictes elections n'eſt que pour la ruine du pauure, que l'on contrainct payer douze deniers pour chacune aũdiance, & le menace-on d'y adiouſter ſix deniers, pour le ſalaire du clerc dudit Greffier des preſentations. Tellement que le pauure homme qui penſe ſe faire deſcharger d'un eſcu de taille, n'eſt par iugement diminuẽ que de vingt ſols, leſquels d'ailleurs il a debourcez & payez en fraiz de iuſtice, laquelle luy doit eſtre, & ſeroit auſſi bien adminiſtree, ſans prendre leſdictes commiſſiõs, ne payer leſdicts droits du ſeilleur & Greffier des preſentations.

Si le pauure peuple eſt bien foullẽ deſdites tailles, creues & impoſts, il l'eſt encores beaucoup, voire le plus ſouuent dauantage, à cauſe des aides & ſubſides, comme le xx. ou gros quatrieſme, huitieſme & entrees du vin, pour leſquelles choſes ils ſont merueilleuſement vexez en proces.

A la verité ces aydes ſont inſtituees d'ancienneté, mais pour ce qu'elles ſeroient quaſi inſupportables, ſi la recepte ſ'en faiſoit  
par



par les Recepueurs des Aydes. Il fut iadis ordonné qu'elles seroient baillees à ferme au plus offrant & dernier encherisseur, ausquelles fins furent faicts reglemens & ordonnances, portant la forme de les encherir, tiercer & doubler, mesmes pour empescher les monopoles d'aucuns encherisseurs, le temps de bailler cautions & declarations de ceux qui ne seroient recepuables d'encherir. Ce que neantmoins les tresoriers de France & esleuz n'obseruēt plus, quoy que ce soit ont depuis quelques dix ans en ça practiqué tout le contraire. Enquoy plusieurs pauvres gens ont esté surprins, & du tout ruinez en mettant leurs encheres qu'on a faict valloir plus qu'ils ne pensoient.

L'on estime bien que l'intention desdits tresoriers & esleuz, a esté principalement pour empescher que les encherisseurs ne sceussent monopoliser, & s'associant ensemble en nombre effrené, il ne se trouuast gueres ou trop peu d'encherisseurs.

Mais il y auoit, sous correction, autre assez suffisant remede sans vser de la promptitude qu'ils ont pratiquée d'adiuger en mesmes iour & heure a l'extinctiō de trois chandelles, l'une pour les encheres, la se-

conde pour le tiercement, & la troisieme pour le doublement. Ioinct qu'au lieu de ce que d'ancienneté, le tiercement valloit cinq encheres, il ne le fôr valloir que deux, & le doublement qui valloit dix encheres, n'en vaut plus que trois qui sont sept de diminution, neantmoins le Roy & le public sont interessez: comme on peut cognoistre en ce que si vne enchere estoit anciennement de vingt sole paris, & qu'elle soit à present d'un escu, vous voyez que les cinq encheres du tiercement ancien, vaudront cent sols paris, reuenât à deux escuz cinq sols la ou le tiercemēt nouveau n'estât que de deux encheres, il ne peut reuenir qu'à deux escuz, & ainsi des doublemēs, de forte que si les encheres n'estoient que de xx. sols, ainsi que d'ancienneté il se trouueroit plus d'encherisseurs qu'à vn escu.

Il est bien vray que l'on reçoit les derniers encherisseurs à renoncer dedans huitaine à leurs encheres s'ils se trouuent deceuz, & auoir follement enchery, mais estans lesdites encheres plus grandes quelles ne seroient si l'on ne les limitoit si haut que lesdicts tresoriers & esleuz font à present, soubz vmbre de ladicte diminution, ces pauvres derniers encherisseurs, voyant

qu'il faut paier tout d'un coup dix ou vingt escuz, sont contraincts prendre le hazard, & s'appleger tellement quellement, & voyant qu'ils ne peuuent retirer la somme de leur adiudication, molestant le peuple infiniment, ou bien tombent en ruine eux & leurs cautions.

C'est aussi pourquoy l'on obseruoit anciennement en l'election & hostel de Ville de Paris, que les simples encheres mises apres vn tiercement ou doublement, aydoient aux nouveaux encherisseurs, lesquels aucunesfois auoient attendu qu'il y eust trois simples encheres mises, & estoient receuz à tiercer, en mettant deux encheres pour tiercer, ou bien apres huit pour doubler, qui occasionnoit de veoir beaucoup d'encherisseurs, lesquels sont à present destournez, pource qu'on ne les veut maintenant recepuoir, sinon en mettant le tiercement ou doublement entier au par dessus les simples encheres precedentes, ce qui ne doit, soubz correction, estre fait pour le profit du Roy & soulagement du public.

Et si on veut dire que si les encheres n'estoient que de vingt deniers pour liure, de la somme à quoy la ferme a esté premiere-

rement mise à pris, afin que d'ancienneté les fermes ne reuiendroient à si haut pris qu'elles sont de present adiugees. Il y a responce suffisante, c'est à sçauoir, que lesdicts tresoriers & esleuz ne doiuent, comme aussi ils ne font allumer la premiere chandelle, sinon lors qu'ils voyent la ferme auoir esté mise à si honeste pris que elle approche de la iuste valleur, eu esgard aux baulx precedans, ou au cours de l'annee que l'on veoid fertile ou sterile.

Ce n'est donc pas le tout que de faire haulser & encherir les fermes desdictes aydes, quand elles sont deliurees à cher pris, l'on veoid que les fermiers qui craignent de perdre & se ruiner molestent (possible induement) le pauvre peuple, lequel pour se redimer de vexatiō & fraiz, est cōtrainct payer plus qu'il ne feroit, si le fermier en auoit meilleur marché. Et d'autant plus que le peuple veoid qu'on les veut faire payer tout au long, il cherche & inuente diuers moyens, cautelles & ruses pour tollir, receller & amoindrir lesdicts droicts d'ayde, mesmes le plus souuent ne craignent de iurer le contraire de la verité, dont aduient qu'estās desconuerts, ils sont punis & condamnez en amendes, qui est cause aucune-



fois de leur ruine. Outre ce que la liberté qu'ils prennent de iurer cōtre verité, pour se cuider sauuer des droicts du Roy, les peut faire accoustumer, puis apres, de ne plus faire consciēce d'ainsi se pariurer pour d'autres choses plus importantes, en quoy Dieu & le prochain sont offencez.

Outre cela, l'on void aux baulx des fermes de la ville & fauxbourgs de Paris, qu'il n'y a gueres ou poinct de diminution, encores qu'on y ait tousiours pratiqué, non seulement le temps limité par l'ordonnance pour tiercer & doubler, ains que lesdicts tiercemens vallent cinq encheres, & les doublemens en valent dix. Surquoy est encores à considerer, que de tant moins sont limitees les encheres, & de tant plus vn homme se hazarde d'encherir, l'exemple est en ce qu'une ferme qui est en l'hostel de ville mise d'affiette à trois ou quatre mil escuz & plus, l'encheren n'est ordinairement que de cent liures parisis, & lesdicts tresoriers ou esleuz limitent à vingt ou vingt cinq escuz l'encheren d'une ferme, qui sera mise d'affiette à quatre ou cinq cens escuz & au prorata des autres. De façon que quand il faut renoncer on a plus facilement recouuert vne petite somme qu'une

grande.

Il est defendu à quelques personnes d'estre fermiers des impositions & aydes, mesmes de s'associer avec les fermiers, aussi le grand nombre & effrené d'associez en vne ferme, est prohibé par l'ordonnance, laquelle porte qu'en vne ferme de trois cés liures & au dessouz le fermier peut seulement auoir vn compaignon, de ceste somme, iusques à six cens, deux : depuis six cés iusques à mil, trois : & audessus de mil, quatre, & nō plus : Mais pour cognoistre au vray le nombre desdicts associez, il seroit, souz correction, besoing que tous derniers encherisseurs soient tenuz bailler par escrit lors de leur adiudicatiō, les noms surnoms & demourances de leurs associez : Ce qui seruiroit pour mieux asseurer le bail, qui sera faict possible à vn incogneu ou non soluable.

Seroit encore necessaire d'ordonner que aucunes personnes ne pourroiet pretēdre associatiō en vne ferme s'ils n'ont ainsi esté nommez & inscrits au Greffe, & que ceux qui voudront plaider sur vne promesse verbale ou autre association par escrit, dont n'a esté faict inscription audict Greffe, soient sur le champ deboutez, de leur demande, & outre ce, condamnez à payer

vne bonne amende au Roy, laquelle ne soit moindre que d'un doublemēt, pour cequ'il est aisé à croire, que ceste pretendue promesse n'auroit esté faite q̄ pour empescher de mettre vn tiercement ou doublemēt.

Le pauvre peuple est infiniment molesté & trauaillé, quand quelques Tauerniers Cabaretiers, & Marchans, de vins ordinaires prennent lesdictes fermes : Car au lieu qu'ils disent les prendre pour la commodité & soulagement dudiēt peuple, il en aduiant tout le contraire, en sorte qu'il n'y à point d'apparence qu'ils doiuent plus continuer telles choses, veu qu'en pareil cas, il est defendu aux vendeurs & courtiers de vins d'estre fermiers des impositions du vin, Pareillement les vendeurs de bestail & les bouchers sont interdits d'estre fermiers ou associez és fermes du bestail, tellement que pour l'interest public, lesdicts Cabaretiers, Tauerniers, & Marchans, ordinaires de vins, se deuroient abstraindre d'estre fermiers ou associez des fermes sur peine de grosses amendes.


Les exemptions & affranchissemēs des tailles & aydes, à cause de plusieurs nouvelles offices & priuileges particuliers, qui ne sont verifiez en la Court des aydes, sont

occasion manifeste de ce que les pauvres  
gens seuls payent toutes lesdictes Tailles  
& Aydes, dont ils sont tellement foul-  
lez qu'ils ne peuvent quasi plus subsister, &  
est grande necessité d'y pourueoir & les  
soulager.

F I N.

Case  
39  
.326  
1588 bon

THE NEWBERRY  
LIBRARY

  
THE  
NEWBERRY  
LIBRARY